

Détresse paysanne: redonner sens au travail



© Bernd Becker / Adobe Stock

Peut-on fournir de la reconnaissance dans le cadre d'un programme d'assistance ? Partager le travail agricole permet-il de lui redonner un sens ? Et ceci contribue-t-il à alléger la souffrance psycho-sociale des paysan·ne·s ?

Par **Florence Bétrisey**, chercheuse associée au Centre Régional d'Etude des Populations Alpines (CREPA), Sembrancher.

Le projet TRAVALP [1] questionne les conditions de reconnaissance et d'assujettissement des paysan·ne·s de montagne dans le cas original d'un programme d'assistance. Il est en effet attendu que de telles dispositions génèrent une forme de stigmatisation et, ce faisant, découragent des bénéficiaires potentiels d'y recourir. Cela serait d'autant plus marqué par le fait qu'il existerait une forte réticence à demander de l'aide au sein du monde paysan (Droz et al. 2014). L'hypothèse d'une forme de reconnaissance fournie par pareille mesure permet de questionner la dichotomie entre stigmatisation et reconnaissance, en montrant comment ces dernières peuvent opérer conjointement et apparaître là où on ne les attend pas forcément.

La paysannerie de montagne vit aujourd'hui d'aides financières sous couvert de politiques agricoles nationales et cantonales [2], mais est aussi sujet de programmes d'assistance. Il s'agit notamment du programme « Montagnards » de l'ONG Caritas, ainsi que « Volontaires montagnes », coordonné par le Groupement suisse pour les régions de montagne et financé par la fondation Aide suisse à la montagne. Ces initiatives ont en commun d'organiser le séjour de bénévoles non qualifiés dans des exploitations agricoles de montagne ayant un besoin ponctuel de main d'œuvre et, pour la mesure de Caritas, expérimentant une situation de difficulté financière.

Inspirés par la sociologie économique (Laville 2008), la sociologie du travail (Dejours 2007) et les théories de la justice sociale (Fraser 2005), TRAVALP vise à analyser comment les relations en jeu dans cette forme d'assistance non monétaire, basée sur le partage des tâches agricoles, participent à reconnaître le travail paysan dans sa dimension productive. Cette « grammaire » de reconnaissance serait plus alignée sur l'ethos productif partagé au sein du monde paysan (Forney 2011). Combinée à l'utilité directe du travail fournit dans le cadre du programme, cette

Comment citer cet article ?

Florence Bétrisey, « Détresse paysanne : redonner sens au travail », REISO, Revue d'information sociale, mis en ligne le 22 mars 2021, <https://www.reiso.org/document/7178>

reconnaissance serait alors gage, selon la conception de Nancy Fraser (2005), de plus de justice sociale. Celle-ci est en effet garantie lorsque les conditions de juste reconnaissance ET de juste redistribution opèrent ensemble.

Ce projet exploratoire portera sur une trentaine de familles. Elles participent actuellement à ce type de disposition ou y ont pris part au cours des dix dernières années dans tout le Valais romand. Une dizaine de familles, qui n'y adhèrent pas mais en ont connaissance, sont également intégrées à cette investigation pour comprendre les raisons de ce non-recours. Afin de saisir la réalité sociale telle qu'elle est interprétée subjectivement par les acteurs et actrices, le dispositif de recherche est inséré dans une approche ethnographique composée d'entretiens qualitatifs, de photographie participative mais aussi d'observation participante.

Souffrance et détresse psychologique en milieu paysan

La détresse et la souffrance psychologique des paysannes et paysans est de plus en plus documentée à travers le monde (Lunner Kolstrup et al. 2013). La majorité de ces études émanent du champ médical et de la santé publique. Elles cherchent à comprendre les facteurs de risque pouvant mener les agriculteurs·trices au stress chronique, à la dépression, au burnout ou même au suicide (Forney et Buxtorf 2018). Elles retiennent des facteurs internes aux familles paysannes comme des difficultés financières, des problèmes de santé, des soucis domestiques ou une surcharge de travail. Des facteurs externes comme la pression relative à la baisse des prix sur les marchés, aux politiques agricoles changeantes, à une forme de repli sur soi du monde rural ou à la façon dont ce dernier est représenté dans les médias et la société (Kallioniemi et al. 2016) sont également pris en compte.

Des études issues du champ des sciences sociales, en sociologie ou en anthropologie par exemple, y ajoutent des déterminants liés aux mutations de l'ethos et à l'identité socio-professionnelle des paysan·ne·s. Les professionnel·le·s des métiers de la terre se voient en effet plus valorisé·e·s pour leur mission d'entretien du paysage et de la biodiversité que pour leur travail productif et la qualité de leurs produits, par des politiques agricoles orientées vers la multifonctionnalité de l'agriculture (Forney 2011). Certain·e·s vont jusqu'à affirmer que ce manque de reconnaissance serait à rapprocher d'un processus d'aliénation.

Comme fait aggravant, des chercheur·se·s déplorent l'existence d'un tabou autour de la question de la souffrance psychologique. Celui-ci serait plus important encore dans le monde paysan (Saillant et al. 2020) et en particulier chez les sujets masculins, en raison de « valeurs agraires comme l'importance d'être stoïque et indépendant, et une forte résistance à parler de santé mentale et à demander de l'aide, même si celle-ci était requise » (Roy et Tremblay 2015, 237).

D'autres études démontrent un niveau de stress, de fatigue et de dépression plus élevé chez les paysannes, en raison des multiples tâches et rôles qu'elles occupent. Le peu de reconnaissance, financière et symbolique, de ces occupations, notamment domestiques, contribuent à cet état de fait (Fraser et al. 2005).

En Suisse, quelques travaux ont cherché à quantifier le phénomène. En 2017, une enquête montrait que 12 % des 4'000 agriculteur·trice·s interrogé·e·s étaient dans un état proche du « burnout » (Reissig 2017), tandis qu'une recherche comparée entre France, Canada et Suisse présentait les sondé·e·s suisses comme étant comparativement plus nombreux (55 % des répondant·e·s) à être confronté·e·s à un stress élevé (Droz et al. 2014). Enfin, une récente étude de l'Université de Neuchâtel visait également à comprendre les facteurs de risques psychosociaux chez les agriculteurs et agricultrices du canton de Fribourg. Les facteurs « questions financières, le travail, le lien social et la santé » (Forney et Buxtorf 2018) sont apparus comme les plus générateurs de difficultés psychologiques pour les agriculteurs et agricultrices interrogé·e·s.

La crise du coronavirus aurait également un effet d'amplification de la détresse paysanne, en accroissant notamment l'incertitude financière [3].

Mesures d'urgence et mesures préventives

Face à ces constats, diverses actions ont été mises en place en Suisse romande par les services publics [4]. Le canton de Vaud a par exemple instauré, dès 2015, un « aumônier des paysans ». en la personne de Pierre-André Schütz, lui-même ancien paysan (Forney et Buxtorf 2018), puis remplacé par deux femmes aumôniers, chacune à 50%. En parallèle, il a mis en place la formation de « sentinelles » [5] parmi les professionnel-le-s du monde agricole, en partenariat avec les services de psychiatrie de liaison et de psychiatrie communautaire du Centre hospitalier universitaire vaudois (Saillant et al. 2020). A Fribourg, des sentinelles ont également été formées chez les individus entretenant un contact direct avec les exploitant-e-s. La cellule d'accompagnement des entreprises paysannes en difficulté a été renforcée et un système de mentorat avec des agriculteurs et agricultrices formé-e-s et rémunéré-e-s a été instauré [6]. Il s'agit donc là principalement de mesures de sensibilisation, de détection et d'aide d'urgence. A ces démarches s'ajoutent des lignes téléphoniques d'urgence, toutefois peu sollicitées (Droz et al. 2014).

Au Québec, des initiatives plus orientées vers la prévention ont été développées avec la création de « travailleurs-ses de rang » (une analogie avec la notion de travailleur-se de rue) rémunéré-e-s par des organisations privées à but non lucratif [7]. Ces personnes sillonnent la campagne, apportant aide et soutien psychologique aux paysan-ne-s en détresse. Elles les relaient aussi vers d'autres professionnel-le-s de la santé mentale. Ces travailleurs-ses de rang sont formé-e-s aux exigences du travail social, mais souvent issu-e-s des professions de la terre, d'où ils/elles tirent une certaine légitimité aux yeux des agricultrices et agriculteurs concerné-e-s [8].

Revaloriser le travail pour redonner du sens

Partant du constat qu'un des facteurs causant un mal-être psychologique réside dans la dévalorisation symbolique et économique du travail agricole, l'étude de Forney et Buxtorf suggère une autre piste pour l'action publique : revaloriser le travail productif des paysan-ne-s. Cela passe par la (re)création de « liens plus directs entre producteurs et consommateurs » ainsi que par « la valorisation des produits ». Il s'agit là de mesures « pro-actives » qui peuvent prendre la forme, selon les auteur-e-s, de vente directe, de systèmes d'agriculture contractuelle de proximité, mais aussi de tout autre type d'activités récréatives et de plateformes permettant la « mise en contact » des un-e-s et des autres. Ces activités permettraient de « réinsuffler un sentiment de sens et de valorisation au sein de la profession » et contribueraient également à un « décroisement agricole et à une meilleure compréhension mutuelle ».

Le projet TRAVALP vise donc à évaluer le potentiel des programmes d'échange de volontaires pour contribuer à soulager la souffrance du monde paysan, en conjuguant reconnaissance et redistribution via le partage du travail agricole. Nous suggérerons également des pistes pour améliorer ce type de dispositions et évaluerons les leviers disponibles pour leur éventuelle intensification. Enfin, nous questionnerons les apports de cette recherche pour la pratique du travail social en zone rurale. Des prix rémunérateurs seraient sans doute la meilleure garantie de satisfaction pour les paysan-e-s, mais en leur absence, il convient de parer au mieux aux difficultés vécues par ces professionnel-le-s. En tenant compte des questions financières, mais aussi symboliques de leur travail.

Bibliographie

- Dejours, Christophe. 2007. « Psychanalyse et psychodynamique du travail : ambiguïté de la reconnaissance ». In *La quête de reconnaissance : nouveau phénomène social total*, éd. Alain Caillé. Paris : La Découverte, 58-70.
- Droz, Yvan, Valérie Miéville-Ott, Dominique Jaques-Jouvenot, et Ginette Lafleur. 2014. *Malaise en agriculture : une approche interdisciplinaire des politiques agricoles France-Québec-Suisse*. Paris : KARTHALA Editions.
- Forney, Jérémie. 2011. « Idéologie agrarienne et identité professionnelle des agriculteurs : la complexité des images du « paysan suisse » ». *Journal of Socio-Economics in Agriculture (Until 2015: Yearbook of Socioeconomics in Agriculture)* 4(1) : 13-33.

- Forney, Jérémie, et Romane Buxtorf. 2018. Etude conjointe DSAS-DIAF sur les risques psycho-sociaux des agriculteurs et agricultrices du canton de Fribourg. Neuchâtel : Université de Neuchâtel.
- Fraser, C. E. et al. 2005. « Farming and Mental Health Problems and Mental Illness » : International Journal of Social Psychiatry 51(4) : 340?49.
- Fraser, Nancy. 2005. Qu'est-ce que la justice sociale ? : Reconnaissance et redistribution. Paris : La Découverte.
- Kallioniemi, Marja K., Ahti Simola, Janne Kaseva, et Hanna-Riitta Kymäläinen. 2016. « Stress and Burnout Among Finnish Dairy Farmers ». Journal of Agromedicine 21(3) : 259?68.
- Laville, Jean-Louis. 2008. « [Encastrement et nouvelle sociologie économique : de Granovetter à Polanyi et Mauss](#) » éd. Jean-Marc Fontan et Diane-Gabrielle Tremblay. Revue Interventions économiques. Papers in Political Economy (38). (28 août 2012).
- Lunner Kolstrup, Christina et al. 2013. « International Perspectives on Psychosocial Working Conditions, Mental Health, and Stress of Dairy Farm Operators ». Journal of Agromedicine 18(3): 244?55.
- Reissig, L. 2017. « Fréquence des burnouts dans l'agriculture suisse ». Agrarforschung Suisse 8(10): 402?9.
- Roy, Philippe, et Gilles Tremblay. 2015. « L'expérience du stress chez les agriculteurs : une analyse du genre masculin ». Nouvelles pratiques sociales 27(2) : 236?52.
- Saillant, S., L. Michaud, J. Besson, et Y. Dorogi. 2020. « Programme sentinelle : exemple de prévention du suicide auprès d'une population agricole en Suisse ». L'Encéphale 46(4) : 258?63.

[1] Le projet exploratoire TRAVALP (Travail Agricole dans les Alpes Valaisannes) est développé grâce au financement du Centre régional d'étude des populations alpines et mené en partenariat avec Caritas montagnards et le Groupement suisse pour les régions de montagne, avec le concours de l'Institut de Travail Social de la HES-SO Valais Wallis.

[2] Il s'agit principalement des instruments de paiements directs, qui, justifiés d'une vision multifonctionnelle de l'agriculture, soutiennent les services écologiques fournis par les paysan-ne-s et non la production agricole proprement dite.

[3] <https://www.heidi.news/economie/face-a-la-crise-les-agriculteurs-tirent-un-premier-bilan-nuance>, consulté le 01.02.2021

[4] Il s'agit souvent de projets menés conjointement par des services cantonaux en charge de l'agriculture et des services sociaux, en association avec le monde professionnel agricole et le monde médical.

[5] Des pairs « qui peuvent établir un lien entre les individus en souffrance et les ressources d'aide disponibles » (Saillant et al. 2020, 258)

[6] <https://www.letemps.ch/suisse/fribourg-renforce-dispositif-daccompagnement-agriculteurs-difficulte>, consulté le 01.02.2021

[7] Voir [le site](#) de l'association Au cœur des familles agricoles

[8] <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/le-15-18/segments/reportage/124278/travailleurs-de-rang-detresse-psychologique-agriculteurs>